

**UNESCO - Entretien de
l'ambassadeur de France auprès de
l'UNESCO, avec le quotidien "Midi
Libre"**

(Saint-Jean-de-Védas, 16 octobre 2018)

Q - Comment peut-on définir le rôle de l'Unesco ?

R - Près de la moitié du travail engagé actuellement par l'Unesco se concentre sur l'éducation. Cette action va de l'école primaire à l'enseignement supérieur et la recherche. Dans ce domaine, notre implication concerne particulièrement les migrants qui sont de plus en plus nombreux - ils seraient près de 250 millions à travers le monde - et qui se retrouvent souvent dans des camps et sans ressource.

Nous avons pour mission d'assurer un système éducatif auprès notamment des plus jeunes. Cela passe par l'apprentissage de la lecture, de l'écriture ou encore du calcul. Nous réalisons cela en lien avec les Nations unies et leur programme pour le développement, l'Unicef - qui a un budget vingt fois supérieur à celui de l'Unesco - ou encore les agences publiques au développement, à l'instar de l'Agence française de développement (AFD).

Q - L'Unesco intervient également dans le domaine de la recherche scientifique !

R - Effectivement ! Mais l'ensemble du système de recherche scientifique de l'Unesco oeuvre principalement autour de sujets tels que le réchauffement climatique et la protection de la biodiversité avec notamment la gestion des océans ou encore la pollution marine ; sans oublier, bien entendu, la mise en place des Accords de Paris.

Q - Cependant, l'Unesco est surtout connue du grand public pour son rôle dans l'inscription de sites au patrimoine mondial...

R - En effet, mais contrairement à ce qu'on croit, la gestion du secteur patrimonial est loin d'être la fonction première de l'Unesco. Ceci étant dit, il faut savoir qu'il y a actuellement 1.040 sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco, et malheureusement, parmi eux, beaucoup sont menacés. C'est le cas, entre autres, de la vieille ville d'Alep et de Palmyre en Syrie ou encore de Mossoul. Dans le même temps, on constate qu'il y a des grands sites du patrimoine mondial qui sont soit mal entretenus, soit soumis à une surfréquentation touristique. Dans ce cas-là, le centre du patrimoine mondial intervient. Autrement dit, il n'est pas là pour classer de nouveaux sites comme cela était le cas dans les années 80 et 90 mais plutôt pour dégager des ressources et envoyer des missions pour savoir comment rétablir les sites qui ont été ravagés, et comment empêcher les sites, qui sont soumis à des dégradations importantes, de continuer de se détériorer.

Q - Autrement dit, l'Unesco s'attelle plus à la gestion de sites qu'à leur classement.

R - La réalité est que nous avons considérablement réduit le nombre de dossiers de classement que présentaient les pays chaque année. Cela veut dire que pour les sites implantés dans les grands pays occidentaux développés comme la France, on travaille surtout à conserver les dossiers existants et à assurer une certaine forme de vigilance, même s'il n'y a pas de souci particulier de ce point de vue là. Mais qu'on se rassure, nous instruisons encore de nouveaux dossiers !

Q - Quels sont les dossiers sur lesquels travaille actuellement l'Unesco ?

R - Cet automne, nous travaillons, entre autres, sur le dossier de Mossoul. C'est important car c'est en Irak qu'on peut commencer à avoir une activité de reconstruction. Et qui dit reconstruction dit réinstallation des populations immigrées. L'Unesco va s'intéresser surtout au système éducatif et aux éléments du patrimoine qui ont été détruits à l'occasion de la terrible guerre civile provoquée par Daech.

Q - Quel regard porte l'Unesco sur le multilatéralisme ?

R - Le multilatéralisme est une réponse pertinente face à l'ampleur des défis mondiaux. L'Unesco, comme la France d'ailleurs, apporte son soutien à ce concept important en matière de relations internationales car elle n'est pas en mesure de résoudre, seule, les problèmes mondiaux. Par ailleurs, nous considérons que les replis sur soi, identitaires et xénophobes, ne sont pas une solution. Et sur ce sujet, il est vrai que nous constatons ces dernières années un raidissement nationaliste de la part d'un certain nombre de nos partenaires, en particulier sur les dossiers liés aux droits de l'Homme qui faisaient l'objet, il y a une décennie encore, d'un consensus général. Face à ces comportements, il faut être d'autant plus vigilant et ferme dans nos prises de décision.

Q - Les relations entre les Etats-Unis et l'Unesco semblent difficiles depuis quelques années...

R - Disons qu'elles ne sont pas simples ! Il faut savoir que les Etats- Unis ne versent plus leur contribution financière depuis 2011, ce qui met l'institution en difficulté. Et même s'ils se retirent à la fin de l'année, ils continueront à participer aux conventions qui les arrangent. En fait, il y a fort à parier qu'ils soient encore actifs très longtemps !

Q - Quelles sont les raisons de l'échec de la candidature de la ville de Nîmes au patrimoine mondial de l'Unesco ?

R - Tout d'abord, il ne s'agit pas d'un échec ! C'est un renvoi. C'est-à-dire qu'il y a un certain nombre de questions qui sont à revoir. On peut donc tout à fait déposer, en lien avec la municipalité de Nîmes, un nouveau dossier un peu différent juste au début de l'année 2019

pour un examen à l'été 2020. Mais il faut tout de même savoir, et cela ne remet pas en cause la valeur des éléments nîmois, qu'il y a beaucoup de sites antiques déjà d'inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco, et un grand nombre d'entre eux sont implantés dans la vallée du Rhône. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas classer Nîmes !

Q - Objectivement, Nîmes a encore ses chances ?

R - Bien entendu ! Je tiens à noter que les travaux de rénovation engagés ces dernières années dans l'Ecusson sont des éléments très positifs. Et ils ne sont pas les seuls.

Q - Des élus héraultais ont demandé l'inscription de la course camarguaise au patrimoine immatériel de l'Unesco, suivez-vous ce dossier ?

R - Oui. Seulement, je tiens à préciser qu'avant de demander son inscription à l'Unesco, il faut demander son inscription sur la liste indicative française. Pour ce type de demande, il est toujours plus facile à l'Unesco d'inscrire des dossiers multinationaux, voire même transnationaux. J'ai toujours pensé que les dossiers présentant des courses taurines, où il n'y a pas de mise à mort et qui sont nombreuses dans le Sud et dans la péninsule ibérique, méritaient un rapprochement afin notamment de mieux convaincre le jury. Mais je l'avoue, ces dossiers sont difficiles à monter./.